



LA FEDERATION COMMUNIQUE

FILIERE PORCINE : POUR UNE STRATEGIE AU SERVICE DES SALARIES ET CONSOMMATEURS

Le 30 octobre 2012 une table ronde était organisée par le ministère de l'Agriculture sur l'avenir de la filière porcine française.

L'ensemble des acteurs des activités amont et aval étaient représentés. Cette réunion a débouché sur un diagnostic et une orientation conduisant à la mise en place de quatre groupes de travail sur la modernisation des exploitations, la réorganisation de l'abattage, la transformation industrielle et l'amélioration de la compétitivité de la filière.

Le débat a mis en évidence une stratégie patronale éculée qui a fait la preuve de sa nocivité notamment dans la filière avicole et un gouvernement prêt à l'accompagnement « social » d'une restructuration qui s'annonce d'ampleur.

La Banque Publique d'Investissement (BPI) devrait être appelée à la rescousse pour pallier les carences patronales dans le domaine des investissements, de la recherche et du développement. L'argent public est encore mobilisé sans contrôle, ni contrepartie en termes d'emploi.

Le « coût du travail » a été utilisé à plein. Une fois de plus les salariés sont accusés et fait les frais de l'avidité de profit du patronat.

Seule la CGT a mis en cause la stratégie patronale, tournée vers le profit maximum et immédiat au détriment de l'emploi des salariés et des petits producteurs.

Les richesses accumulées par les 9 groupes de la distribution qui se partagent 55 % des parts de marchés pour les produits frais carnés et qui poussent à la concentration des exploitations, à l'intensification du travail doivent conduire à revoir la loi de modernisation de l'économie qui leur a donné un pouvoir exorbitant.

Les stratégies industrielles et commerciales dans la filière porcine française ont conduit à la disparition de 41 % des élevages porcins en 7 ans et une forte concentration des élevages. La taille moyenne des exploitations par tête a parallèlement augmenté de 66,5 %. Cette stratégie devrait se poursuivre avec des risques sanitaires aggravés.

.../...

Les industriels de la transformation se plaignent de la situation que leur stratégie a engendrée. Le pillage en règle qu'ils ont organisé en aval de la filière pèse lourd.

La profession compte un nombre non négligeable de patrons dans le classement des 500 premières fortunes de France.

Pendant ce temps les consommateurs et les salariés trinquent.

En 12 ans, les prix à la consommation ont augmenté de 21 %, ceux de la viande de 31 %. Les effectifs dans le secteur de la viande ont diminué de 8 % en 6 ans. La rémunération moyenne des salariés des industries de la viande est inférieure de 24 % à la moyenne française et de 8 % à la moyenne des industries agroalimentaires.

Le coût de la spéculation, notamment en ce qui concerne l'alimentation animale, représente 40 % du coût de production de la viande porcine. Ce coût peut varier à la hausse selon le cahier des charges des industriels et de la grande distribution. La reconquête du marché intérieur de l'alimentation animale dont la France est dépendante vis-à-vis des Etats-Unis, notamment pour le soja, et de celui de la machine à outil vis-à-vis de l'Allemagne, devrait conduire à un développement agricole et du potentiel industriel conséquent.

La filière porcine ne manque pas de ressource pour une nouvelle dynamique économique. La balance commerciale dans ce secteur reste tout juste positive avec un léger tassement de 0,8% en 2011.

La grande distribution, les industriels doivent contribuer à la relance de la filière et consacrer une part plus importante de la valeur ajoutée pour les salaires et la relance de la consommation.

Montreuil,
Le 16 novembre 2012